

Convention collective nationale

IDCC : **218** | **ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE**  
**(8 février 1957)**

**Avenant du 14 octobre 2019**

au protocole d'accord du 30 décembre 2013  
relatif aux garanties conventionnelles apportées  
dans le cadre de l'évolution des réseaux

NOR : ASET2050758M

IDCC : 218

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UCANSS,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FEC FO ;**

**CFDT PSTE ;**

**SNFOCOS,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

L'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, a modifié les dispositions relatives à la représentation du personnel dans les entreprises, en mettant fin à l'existence légale de 3 instances : les délégués du personnel, les comités d'entreprises, et les comités d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail.

Parallèlement, une nouvelle instance a été créée : le comité social et économique.

Afin de permettre à la représentation du personnel d'exercer, au sein des organismes du régime général de la sécurité sociale, ses attributions dans les meilleures conditions, une mise à jour des dispositions du protocole d'accord du 30 décembre 2013 relatif aux garanties conventionnelles apportées dans le cadre de l'évolution des réseaux est apparue nécessaire, afin d'intégrer cette nouvelle architecture.

Tel est l'objet du présent avenant.

## **Article 1<sup>er</sup> | Modification du protocole d'accord du 30 décembre 2013 relatif aux garanties conventionnelles apportées dans le cadre de l'évolution des réseaux**

Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 11.1 du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Dans ce cadre, le comité social et économique est régulièrement informé de l'application dans l'organisme du présent protocole d'accord ».

Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 11.1 du protocole d'accord est ainsi rédigé :

« Afin d'assurer, dans les meilleures conditions, une harmonisation optimale de l'information diffusée auprès des personnels, les directions des organismes concernés par une fusion, délivrent une information détaillée sur les conséquences prévisibles de l'opération, au cours d'une réunion qui rassemble les secrétaires des comités sociaux et économiques, ainsi que les délégués syndicaux ».

## **Article 2 | Dispositions transitoires**

Dans les organismes qui ne sont pas encore pourvus d'un comité social et économique, les dispositions abrogées, ou modifiées, par le présent accord, demeurent applicables dans leur ancienne rédaction jusqu'à la mise en place de cette instance.

## **Article 3 | Dispositions diverses**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé ou dénoncé dans les conditions posées par le code du travail.

Il s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

*Fait à Montreuil, le 14 octobre 2019.*

(Suivent les signatures.)